

**Adresse de correspondance:**

Health Action International
Overtoom 60/II
1054 HK Amsterdam
The Netherlands
Jaume@haiweb.org

À l'attention de:

Sandra Gallina
Négociatrice en chef, Commission européenne

Daniel Pinto
Négociateur en chef, Mercosur

1 décembre 2017

Chère Mme. Gallina, Cher M. Pinto,

Nous, les organisations soussignées, actives dans les domaines de la santé publique et de l'accès aux médicaments, basées dans l'Union Européenne et dans le Mercosur, souhaitons attirer votre attention pour les questions suivantes.

La fin des négociations entre l'Union Européenne (UE) d'une part, menées par la Commission Européenne (CE), et le Mercosud de l'autre part, étant d'actualité, les organisations de santé publique, de patients et de consommateurs s'inquiètent de l'impact potentiel des dispositions qui auraient été mises en avant par la Commission Européenne sur l'accès aux médicaments.

Nous observons que, malgré l'existence de plaidoyers pour plus de transparence et d'engagements pour plus d'ouverture, cette négociation a toujours été traitée loin des yeux du public et de la société civile. Etant donné les conséquences potentielles sur la vie et le bien-être de millions de personnes, les citoyens de l'Union Européenne et du Mercosud ont le droit d'être informés sur les questions qui sont discutées - et échangées - en leur noms.

Les organisations soussignées remarquent que les représentants du secteur privé ont pu avoir beaucoup plus accès aux délégations de négociation, tant de la CE que du Mercosud, ainsi qu'à leurs respectifs documents de travail, que les autres parties prenantes, notamment les défenseurs de la santé publique, les groupes de consommateurs et autres organisations sociales de l'UE et du Mercosud. Il convient également

de noter que, bien que la CE ait déclaré ne pas poursuivre des mesures dans le domaine de la propriété intellectuelle qui iraient au delà de ce qui a été accordé dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), le Chapitre sur les Droits de Propriété Intellectuelle du texte de la négociation, publié en Novembre 2016, inclut des demandes telles que l'extension des brevets et l'exclusivité des données. De plus, la CE est censée proposer l'inclusion des certificats complémentaires de protection (CCP) dans l'accord. Les CCP sont une extension artificielle du terme d'un brevet dont l'utilité est actuellement en cours d'examen par la CE, elle-même, suivant des sollicitations des Pays Membres.

Nous demandons que les parties refusent d'accepter l'application des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États pour toute question liée ou ayant des implications pour la santé publique, incluant, mais pas limitées à, la protection de la propriété intellectuelle, la réglementation des prix, la sélection des formulaires thérapeutiques et l'acquisition publique de médicaments. En outre, tout texte approuvé devrait ratifier explicitement la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la Santé Publique, et ne pas inclure des mesures allant au-delà de l'Accord sur les ADPIC qui pourraient entraver la réalisation de l'Objectif de Développement Durable 3.8 comme l'exclusivité des données ou les CCP.

Par ailleurs, toutes les parties devraient s'accorder à réaliser une analyse d'impact pour évaluer les effets de toute clause de propriété intellectuelle sur l'accès aux médicaments. Les résultats d'une telle évaluation seraient rendus publics et entraîneraient la renégociation de ces clauses si elles s'avéraient négatives pour l'intérêt public.

Nous appelons les gouvernements du Mercosud à respecter la Déclaration sur l'Accès aux Médicaments, la Santé Publique et la Propriété Intellectuelle signée par les ministres de la santé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay en juin 2017, portant une attention particulière sur les critères de brevetabilité, l'achat commun de médicaments et l'introduction de médicaments génériques et biosimilaires.

Nous vous remercions de votre aimable considération.

Avec des salutations cordiales,

Jaume Vidal
Health Action International

Sophie Bloemen
Commons Network

Dimitri Eynikel
Médecins Sans Frontières

Juliana Veras
UAEM Europe

Francisco Rossi
IFARMA

Sarah Helena Pereira e Silva
UAEM Brasil

Irene Bernal
Salud por Derecho

Marine Ejuryan
Global Health Advocates

Juan Pablo Morales
CEPFAR

Mohga Kamal-Yanni
Oxfam International

Roberto Sabrido Bermúdez
AAJM

Germán Holguín Zamorano
Alianza LAC - Global

Alma Leon
ITPC LATCA

Pedro Villardi
GTPI

Márcia Leão
Fórum de ONGs AIDS/RS

Eduardo Barbosa
Pela Vidda/SP

Ricardo Santos
RNP+/ São Luiz

Rosilene Wansetto
Jubileu Sul Brasil

Nuria Homedes
Salud y Farmacos - USA

George Thurley
European Public Health Alliance

Jocelio Drummond
Rede Brasileira de Integração dos Povos

Andrea Carolina Reyes Rojas
Mision Salud

Francisco Pedrosa
Grupo de Resistência Asa Branca

Veriano Terto
ABIA

Sergiy Kondratyuk
All-Ukrainian Network of PLWH

Meri Koivusalo
Physicians for Social Responsibility – Finland

Cc.

Mme. Cecilia Malmström, Commissaire européen au commerce
S.E M. Carlos Rafael Pérez del Castillo Artagaveytia, Ambassadeur de l'Uruguay, Bruxelles
S.E. M. Rigoberto Gauto Vielman, Ambassadeur du Paraguay, Bruxelles
S.E. M. Pablo Grinspan, Ambassadeur d'Argentine, Bruxelles
M. Henrique Choer Moraes, Délégation du Brésil, l'Union européenne